



Chers amis,

Le 15 mai, les Palestiniens du monde entier se rappellent et rappellent la Nakba, la catastrophe, de 1948, et toutes celles qui ont suivi. La Nakba, c'est le massacre de 15 000 Palestiniens, l'expulsion de 750 000 autres, et la destruction systématique de 530 villes et villages palestiniens par l'armée israélienne. Un nettoyage ethnique pensé, voulu et rendu possible dès que le mouvement ethno-nationaliste sioniste a jeté son dévolu sur la Palestine en tant qu'État d'implantation des juifs fondé sur de prétendus droits de nature génétique, raciste ou biblique. Un nettoyage ethnique commencé bien avant 1948 et qui se poursuit de nos jours. Reprenons le fil de l'Histoire.

Fin du 19^{ème} siècle, installation des premiers colons sionistes dans la Palestine alors province de l'Empire ottoman.

1897, Congrès de Bâle. Le mouvement sioniste affirme son programme, je cite « *établir pour le Peuple juif une patrie reconnue publiquement et légalement en Palestine* ». Et il met en place les instruments préfigurant un État : milices armées, outil financier pour acheter des terres, structures administratives et diplomatiques, syndicat pour imposer le travail exclusif des colons qu'il nomme *travail juif*. Très vite il se heurte à l'hostilité des Palestiniens qui voient que ces efforts pour acquérir des terres sont un pas vers la réalisation du grand rêve sioniste de prendre leur place. Dès le début, la question de la terre est la question centrale de la conquête sioniste encouragée par les puissances impérialistes et traduite par la Déclaration Balfour de 1917 qui promet « *l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif* ».

Fin de la Première guerre mondiale. La Société des Nations place la Palestine sous mandat. Le texte du Mandat donné à la Grande-Bretagne intègre les revendications sionistes. La colonisation s'accélère.

Années 1930. La montée du nazisme en Allemagne favorise l'immigration des Juifs d'Europe de l'Est en Palestine. Le mouvement sioniste coopère avec la Grande-Bretagne contre les nazis, tout en se préparant à une confrontation avec elle.

Après la Seconde guerre mondiale, la compassion pour les victimes du nazisme languissant dans des camps de réfugiés, aucun pays ne voulant les accueillir [et surtout pas les responsables actifs et passifs de leur extermination], le renforcement des actions juives contre les installations et le personnel britanniques, la crise économique en Grande-Bretagne, l'impossibilité de parvenir à une solution, poussent le gouvernement britannique à abandonner son mandat et à le remettre à l'ONU.

C'est ainsi que le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale de cette organisation nouvellement créée, vote la résolution 181 recommandant le partage de la Palestine en trois entités : un État juif sur 56 % du territoire, un État arabe sur 42 % et un corpus separatum sous contrôle international pour Jérusalem et ses environs dont Bethleem sur les 2 % du territoire restant.

Non consultés bien qu'il s'agisse de leur territoire, les Palestiniens refusent ce partage et dès le lendemain du départ des Anglais et la proclamation de la création d'Israël, éclate la Première guerre israélo-arabe le 15 mai 1948 entre l'armée israélienne, sortie tout armée de la cuisse de l'Empire britannique, et les armées arabes, plus soucieuses de se partager la Palestine que de défendre les Palestiniens. C'est cette date qui marque le début de la Nakba, qui se poursuit de nos jours avec la même violence et la même sauvagerie.

Depuis 1948, les cessez-le-feu, accords d'armistices, accords politiques, sont, à chaque fois, ponctués par l'expansion territoriale d'Israël. Ainsi,

- l'armistice de 1949, censé être un arrangement temporaire, permet à Israël d'accroître de 22% le territoire préconisé par l'ONU. La Cisjordanie est annexée par la Jordanie et Gaza est gouvernée par l'Égypte ;
- après la guerre des Six jours en 1967, Israël occupe tout le territoire palestinien, de la Mer au Jourdain, y compris Jérusalem-Est, plus le Golan syrien et le Sinaï égyptien et 300 000 Palestiniens supplémentaires sont expulsés ;
- les Accords d'Oslo de 1993 ont présenté l'Autonomie palestinienne comme une étape intermédiaire vers la création d'un État palestinien. Ils n'ont fait que permettre l'extension des colonies, faisant passer le nombre de colons de 110 000 en 1993 à plus de 700 000 aujourd'hui. Ils ont aussi conduit à une annexion de facto de la zone C de Cisjordanie, laissant moins de 15% de la superficie de la Palestine mandataire aux Palestiniens ;
- le retrait des colons de la Bande de Gaza en 2005, appelé *désengagement*, a permis le redéploiement du contrôle israélien par terre, mer et air, et de mettre en place les conditions du blocus, tout en officialisant la coupure entre Cisjordanie et Gaza ;

- après deux ans et demi de génocide et le faux cessez-le-feu d'octobre 2025, Israël a tracé une « ligne jaune » à travers Gaza, véritable démarcation militaire se déplaçant toujours plus à l'ouest, qui spolie les Gazaouis de plus de 60% de leur territoire ; la même chose est faite au Liban sur plus de 6% du territoire, et en Syrie.

Zones tampons, zones militaires, zones de sécurité. Autant de mots pour désigner une même chose sur le terrain : l'annexion de territoires sans déclaration officielle de frontières. *Ligne verte* entre Israël et la Cisjordanie, *Ligne bleue* entre le Liban et Israël, *Ligne jaune* à Gaza et au Liban, *Ligne orange* à Gaza pour protéger la Ligne jaune, c'est un véritable feu d'artifice de couleurs qui ne cache pas cette cruelle réalité d'un territoire qui rétrécit pour les Palestiniens. Mais pas de ligne rouge pour Israël : quand un crime n'est pas puni, il s'étend. Au total, Israël occupe 19 850 km² soit presque le double de sa superficie internationalement reconnue. C'est un vol pur et simple de terres et de biens, agrémenté de crimes de guerre, de nettoyage ethnique et d'un nihilisme juridique cynique.

Pourquoi rappeler une fois encore ces faits ? Parce que nos gouvernements qui savent tout cela et qui savent que nous savons qu'ils le savent, voudraient qu'on les taise et qu'on fasse démarrer l'histoire au 7 octobre 2023 sans chercher à comprendre pourquoi les Palestiniens s'opposent et résistent.

Parce qu'il faut rappeler qu'une telle conquête ne peut s'accomplir sans déplacements et déportations, sans contrainte et humiliation, sans vols, pillages, saccages, sans racisme, sans vies gâchées, meurtries, amputées, sans conflit permanent avec les autochtones et les populations voisines, sans menace perpétuelle pour la paix.

Parce qu'il faut aussi rappeler la complicité de ces puissances dans la tragédie qu'elles continuent à perpétrer. C'est toujours la même volonté de domination, conquête, pillage, qui les anime, et non la volonté de justice et de « *règlement des différends par des moyens pacifiques* » que leurs dirigeants ont pourtant inscrits dans la Charte de l'ONU qu'ils ont adoptée en 1945 au lendemain d'une autre barbarie.

La guerre actuelle a libéré toutes les retenues, fait éclater toutes les digues construites pour préserver la paix. Elle a révélé l'hypocrisie des puissances autoproclamées *civilisées* qui édictent des règles internationales qui ne s'appliquent qu'à ceux qui ne soutiennent pas leurs intérêts. Elles ont fait entrer le monde dans la sauvagerie, le suprématisme et la loi de la jungle. Que l'on réfléchisse à l'ignominie de Jean-Noël Barrot qui, pour souligner, je cite, l'« *éthique humaniste, universaliste* » du peuple israélien *ami*, ose reprendre des propos prêtés à Golda Meir, je cite, « *Nous pouvons pardonner à nos ennemis d'avoir tué nos enfants, mais nous ne pouvons pas leur pardonner de nous forcer à tuer leurs enfants* ». Des propos qui font bondir Rami Abou Jamous qui répond au ministre, je cite, « *Les Israéliens tuent [nos enfants]. Pas parce qu'on les y oblige, comme votre absence totale de réflexion vous le fait croire. Mais parce qu'ils savent que ces enfants, s'ils les laissent grandir, deviendront des défenseurs de la Palestine.* »

C'est pourquoi, à Gaza, la vie continue et continuera, non pas parce que la destruction aurait échoué à dévaster, mais parce qu'aucune société ne se réduit à ce que l'on détruit d'elle. Des enfants naissent et naîtront, des classes improvisées voient et verront le jour, des voix continuent et continueront à chanter et à raconter l'histoire de la terre. Les peuples du monde continuent et continueront à soutenir les droits des Palestiniens. Cette continuité ne répare pas l'irréparable bien sûr. Mais elle dit que la vie, même mutilée, persiste là où la politique israélienne de la ruine voulait imposer le néant.

Dans le Sud-Liban aussi, la vie reprendra dans les villages rasés et désertés. Les habitants reviendront, bien que leur retour ne soit ni paisible ni assuré. Il marquera le commencement d'une nouvelle lutte : celle qui consistera à empêcher que le Premier ministre israélien Netanyahu, fugitif de la Cour pénale internationale protégé par les puissances impérialistes, ait le dernier mot et dicte l'avenir.

Il n'y aura pas paix dans le monde sans justice en Palestine !

Droit au retour et autodétermination pour le peuple palestinien !

Vive la résistance des peuples palestinien, libanais, iranien, yéménite ! Palestine vivra, Palestine vaincra !

Aujourd'hui, c'est le 953^{ème} jour de la guerre génocidaire. Israël a exécuté plus de 72 000 Gazaouis. La lecture de chacun de leur nom prendrait environ 2 jours en continu. En leur honneur et celui de tous les Palestiniens, des Libanais, des Iraniens, des Yéménites tombés dans cette guerre de libération, je vous propose une minute de silence.